



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

10 MARS 2023

**Arrêté du**  
**portant mise en demeure à la société HOLCIM BETON GRANULAT HAUT-RHIN**  
**de se mettre en conformité avec certaines prescriptions**  
**de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 pour son site de carrière**  
**de Herrlisheim-près-Colmar (68) et Eguisheim (68)**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 portant autorisation environnementale en vue de l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaire et des installations de traitement et de stockages situées rue de la Sablière à Herrlisheim-près-Colmar (68) et Eguisheim (68) ;

VU la visite d'inspection du site effectuée le 27 janvier 2023 ;

VU le rapport du 30 janvier 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à cette visite ;

Considérant que l'article 5.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé, impose l'existence d'un réseau piézométrique du site constitué de 4 ouvrages ;

Considérant que le jour de l'inspection il a été constaté que l'un des ouvrages (pz4) était détruit et que cela constitue un non-respect de l'article 5.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 ;

Considérant que l'article 5.1.3.6 de l'arrêté du 27 février 2020 dispose qu'en cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de l'ouvrage ;

Considérant que la partie souterraine de l'ouvrage n'a pas été comblée dans les règles de l'art et que cela constitue un non-respect de l'article 5.1.3.6 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (...) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** La société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé lieu-dit Ritty – 68730 BLOTZHEIM, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 5.5.1 et 5.1.3.6 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé, pour sa carrière de Herrlisheim-près-Colmar (68420).

**Article 2 :** Réseau de surveillance (eau souterraine)

**Dans un délai de 3 mois** et conformément aux prescriptions de l'article 5.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes :

**Article 5.5.1 : Réseau et programme de surveillance**

« [...] Le réseau de surveillance « qualitative » sera constitué de 4 puits de contrôle.[...]. »

**Article 3 :** Abandon d'ouvrage (surveillance eau souterraine)

**Dans un délai de 3 mois** et conformément aux prescriptions de l'article 5.1.3.6 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2020 susvisé, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes :

**Article 5.1.3.6 : Abandon de l'ouvrage**

« En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes.

L'exploitant communique au préfet, dans le mois qui suit le comblement, un rapport de travaux précisant :

- les références de l'ouvrage comblé,
- l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage,
- les travaux de comblement effectués. »

**Article 4 :** En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **10 MARS 2023**

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Christophe MAROT

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification